

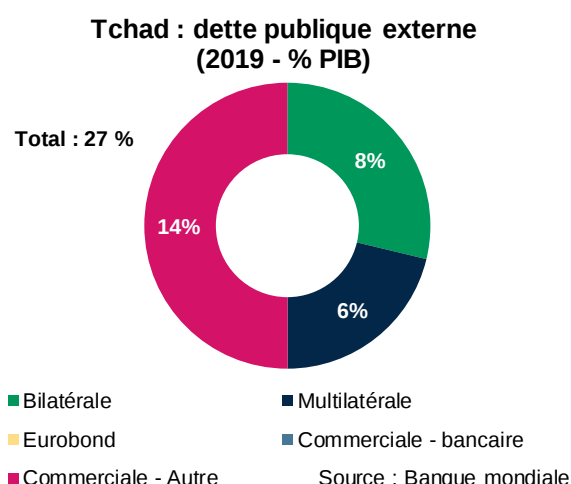
Perspectives

N°21/038 – 9 février 2021

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE – Dettes publique et externe : le Tchad et l'Éthiopie ouvrent le bal des demandes de restructuration

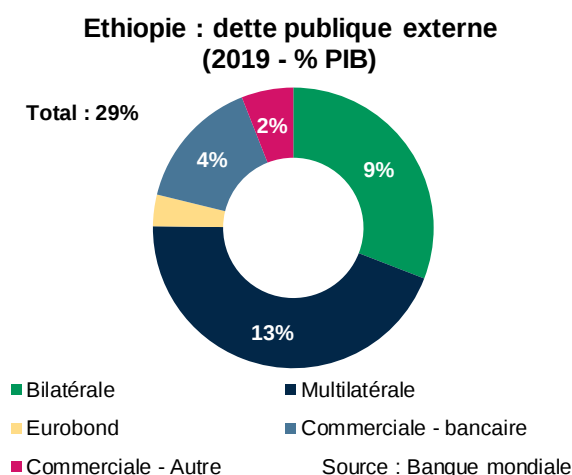
En novembre 2020, les membres du G20 adoptaient un cadre commun pour gérer les éventuelles restructurations de dettes des 73 pays les plus pauvres de la planète, ceux-là mêmes qui peuvent profiter de la suspension du service de leur dette bilatérale depuis avril 2020. Fondées sur une analyse de soutenabilité de la dette réalisée par le FMI et la Banque mondiale, les négociations doivent, dans un premier temps, être engagées avec les membres du G20 et tout autre pays créancier souhaitant se joindre à l'initiative. Dans un second temps, et sous la supervision du FMI, le pays doit théoriquement négocier avec l'ensemble de ses autres créanciers des termes au moins aussi favorables que ceux obtenus auprès des pays du G20.

Dans ce contexte, le **Tchad**, qui a déjà reçu le soutien du FMI en 2020 via deux versements totalisant 184 millions de dollars, est entré fin janvier 2021 dans un programme de supervision du FMI doté de 560 millions de dollars pour une durée de quatre ans. En 2020, ces aides s'ajoutent à celles d'autres multilatéraux (150 millions de dollars) portant le montant total à 3,1% du PIB. Cette assistance doit aider le pays à faire face à un besoin de financement extérieur équivalant à 6% du PIB en 2020 et 2021. En effet, du fait d'une dépendance à la ressource pétrolière (37% des recettes publiques, 63% des recettes d'exportations et 7,6% du PIB en 2019), les finances tchadiennes se sont sévèrement détériorées en 2020. Malgré une dette publique qui devrait atteindre seulement 46% du PIB fin 2020, le pays fait face à d'importantes difficultés de financement. Sa dette publique externe (27% du PIB fin 2019, selon la Banque mondiale), déjà partiellement restructurée en 2018, continue de peser sur la balance des paiements. La nouvelle chute des prix du pétrole intervenue en 2020 (moyenne de 42 dollars le baril) a dégradé les comptes extérieurs du pays, avec un déficit du compte courant qui devrait atteindre respectivement 13% et 10% du PIB en 2020 et 2021 selon le FMI. Le gouvernement doit également solder des arriérés de paiement domestiques auprès de ses principales banques, ainsi que les recapitaliser, pour renforcer ce secteur fragile de l'économie.



L'annonce de ce nouveau soutien du FMI est concomitante à celle faite par le gouvernement que le Tchad serait le premier pays à demander une participation au cadre commun prévu par le G20.

Quelques jours plus tard, le ministre des Finances éthiopien a lui aussi annoncé que son pays désirait profiter du cadre proposé par le G20 pour restructurer sa dette. Les maux de l'Éthiopie sont connus : un endettement en devises important adossé à des recettes externes faibles et fragilisées par la crise de la Covid et la guerre civile au Tigré (notamment le tourisme). Si le ratio de dette publique externe sur PIB est similaire à celui du Tchad, rapportée aux recettes d'exportation, cette dette est 4,5 fois plus importante en Éthiopie. Autre différence, le pays a émis un eurobond d'une valeur nominale d'un milliard de dollars, dont le cours a brutalement chuté à l'annonce de la participation de l'Éthiopie au cadre commun. Cependant, le ministre des Finances s'est montré ambigu sur l'effort qui serait demandé aux détenteurs de cette obligation, alors que le cadre avancé par le G20 est en théorie clair sur la participation de ces créanciers.



✓ **Notre opinion** – Les deux premiers pays à annoncer leur participation au mécanisme du G20 ont en commun de n'avoir que peu ou pas eu recours aux marchés internationaux des capitaux pour se financer : l'Éthiopie doit rembourser un eurobond d'une valeur nominale d'un milliard de dollars, tandis que le Tchad n'a aucun encours sur ce marché.

Au fil de l'avancée des négociations, le traitement des créanciers privés devrait s'éclaircir, ouvrant ou non la voie aux pays plus dépendants des marchés internationaux de la dette. La Zambie, qui fait partie de ces pays, pourrait être le prochain sur la liste, incitée par l'échec des négociations avec les détenteurs de ses eurobonds qui l'ont déjà placé en situation de défaut sur l'ensemble de sa dette. Au-delà de la Zambie, de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne vont scruter le traitement réservé par les marchés et les agences de notation à l'Éthiopie avant de se jeter à l'eau.

[Article publié le 5 février 2021 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
08/02/2021	<u>Italie – Mario Draghi, l'homme providentiel européen, sera-t-il celui de l'Italie ?</u>	Italie
05/02/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/02/2021	<u>Zone euro – Conjoncture Flash PIB : repli contenu du PIB au T4 2020</u>	UE
03/02/2021	<u>Italie – Conjoncture flash : recul modéré du PIB au T4</u>	Italie
03/02/2021	<u>La promesse d'une sidérurgie verte</u>	Mines & métaux
03/02/2021	<u>Asie du Sud-est – La reprise épidémique menace la trajectoire de reprise de certains pays</u>	Asie
02/02/2021	<u>Russie – Attention à la guerre de position</u>	PECO
01/02/2021	<u>Italie - Une semaine de consultations qui rebat les cartes</u>	Italie
29/01/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/01/2021	<u>Colombie – L'investissement gronde sous pressions (tempérées)</u>	Amérique latine
26/01/2021	<u>Chine – Apprendre à prévoir hors du cadre</u>	Asie
25/01/2021	<u>États-Unis – Investiture de J. Biden, moment d'histoire ou bavardage ?</u>	Etats-Unis

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.